



# La lettre de l'Afrique

[www.lalettredelafrique.fr](http://www.lalettredelafrique.fr)

N° 8 Janvier 2010

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

## » Sommaire

### Après Copenhague

Quelles opportunités ?

### 3 questions à

Jacques Godfrain

### Somalie

La souffrance des populations

### Guinée Equatoriale

La montée en puissance

### Télégrammes

### Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE

UPM

LES INTERROGATIONS AFRICAINES

Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain  
[www.lescahiersde.lafrique.fr](http://www.lescahiersde.lafrique.fr)

## CÔTE D'IVOIRE

### Vers une nouvelle époque ?

Les bords de Seine bruissaient depuis quelques temps d'un rapprochement politique franco-ivoirien, après une longue période de désaccords ouverte en 2004. On évoquait, d'un air entendu, les visites de Claude Guéant et de Bernard Kouchner à Abidjan au mois de janvier.

Mais au dernier moment, Bernard Kouchner faisait savoir qu'il suspendait sa visite en Côte-d'Ivoire, suite à l'annonce par Abidjan d'un probable nouveau report de l'élection présidentielle ivoirienne. Le Président Gbagbo réagissait immédiatement : il ne se laisserait pas dicter de l'extérieur le calendrier électoral.

Cet événement marque-t-il un refroidissement des relations franco ivoiriennes ? Il convient de rester prudent, même si la mode porte aujourd'hui à s'attacher aux apparences. La réalité est que les relations globales sont bonnes, que les échanges sont fructueux, et que personne n'a intérêt à défaire une aussi longue fraternité. Paris sait évidemment que la France n'a pas à se mêler du processus électoral ivoirien. Il reste que les autorités françaises, désireuses de rapatrier leurs dernières troupes d'interposition, estiment pouvoir légitimement insister afin que les élections viennent achever le processus de normalisation. Les choses en sont là.

## EDITO La grande désillusion

Appelée à assister au « sauvetage de la planète » et à l'installation d'une « gouvernance écologique mondiale », l'opinion publique ne pouvait, en constatant l'échec de la conférence de Copenhague, que ressentir une grande désillusion.

Celle-ci porte évidemment sur les projets de réduction des émissions des gaz à effet de serre. Mais elle touche, encore plus, la manière dont la plupart des gouvernants et des grands médias ont traité le sujet. N'ont-ils pas, en effet, assuré à la fois, que la production de CO2 était la cause quasi unique des changements climatiques et

qu'il était possible de conclure un traité limitant suffisamment ces émissions ? N'ont-ils pas cherché à faire porter par d'autres le fardeau de l'effort à accomplir ainsi que la responsabilité de l'échec d'un accord à ce sujet ?

Les dirigeants africains ont certes leur part dans le théâtre d'ombres de Copenhague. Mais, soucieux de réalité, ils ont réaffirmé que l'écologie ne pouvait pas s'inscrire contre le développement de leurs pays et que les contraintes de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, justifiaient des soutiens des pays ayant un niveau avancé de développement industriel. Sur ce sujet, ils se trouvent en situation de jouer un grand rôle dans l'imagination d'un avenir solidaire, où chacun contribuerait selon ses moyens.

## Cabinda

### Une rébellion oubliée

L'attentat sur l'équipe togolaise de football a aussi pour conséquence de rappeler à l'opinion internationale, la

permanence d'une rébellion indépendantiste active dans cette province angolaise très riche en pétrole.

## Après Copenhague : Quelles opportunités ?

Malgré l'échec de la conférence où les africains ont demandé que les pays développés tiennent compte de leur situation, des opportunités de coopération existent cependant entre africains et pays développés, sur le thème de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.



Avec des points de départ différents, les Africains ont pu apparaître à certains égards dispersés, à Copenhague. Il faut dire que le niveau de développement déjà atteint par certains d'entre eux, comme l'Afrique du Sud, le Maroc et l'Égypte, n'a rien de commun avec celui de certains pays africains figurant au rang des pays les moins avancés. Il est vrai aussi que les pays à fort couvert forestier, notamment en Afrique centrale, connaissent une situation très différente de celle des États du Sahel. Enfin, tandis que l'Éthiopie, au titre de l'Union Africaine, s'efforçait d'entraîner les Africains sur un

positionnement principalement continental, le Soudan, en tant que président en exercice du groupe des 77 aux Nations unies, recherchait un rassemblement plus large des pays du sud. Enfin, certaines délégations

pays émergents. Les contacts préalables à la conférence, entre les principaux pays forestiers d'Afrique centrale et la France, entrent dans ce contexte.

### Une convergence sur l'essentiel

Il n'en reste pas moins que les Africains se sont retrouvés sur l'essentiel. Ils ont ainsi demandé que la communauté internationale reconnaisse la légitimité de leur aspiration au développement et accepte de les aider financièrement et techniquement à le réaliser, en tenant compte aussi des besoins spécifiques de l'action pour la réduction.../...  
(suite page 2)

« Les Africains se sont retrouvés sur l'essentiel »

ont tenu naturellement compte de leurs liens avec les pays développés, ou de grands

## Après Copenhague : Quelles opportunités ? (suite)



des émissions de gaz à effet de serre.

### Un débat nord-sud

Sur cette même ligne, les Africains se sont également retrouvés pour l'essentiel, avec les autres pays en voie de développement. Copenhague a montré ainsi que la problématique nord-sud était aussi tout à fait d'actualité dans le champ de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Il est même apparu que si l'on n'y prenait garde, il y avait là matière à exacerber les conflits d'intérêts entre les pays les plus développés et la masse des pays pauvres.

On peut ainsi se demander si ceux qui dans les pays développés et notamment en Europe, ont réveillé sans ménagement les grandes peurs sur l'avenir de la planète, ont

bien mesuré ce qu'ils faisaient. Ils ont en tout cas maintenant le devoir d'offrir aux peuples pauvres, une coopération spécifique sur ce sujet.

### Quelles opportunités pour l'Afrique ?

L'échec du sommet de Copenhague n'empêche pas qu'une telle coopération puisse se dérouler dans le cadre classique de l'aide bilatérale et multilatérale.

Dans l'ensemble du continent, les Africains devraient pouvoir tirer parti de l'intérêt porté par la communauté internationale, pour mettre au point et chercher à faire financer des projets de développement ayant un impact positif en matière de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. On peut s'attendre à ce

que les grandes institutions financières internationales se déclarent prêtes à apporter crédits et appuis techniques. Il y aurait avantage à les solliciter au plus vite, avant qu'elles ne soient saisies par un autre effet de mode. La même perspective est à considérer dans les relations bilatérales avec les grands pays du nord donneurs d'aide.

*« Les Africains devraient pouvoir tirer parti de l'intérêt porté par la communauté internationale »*

Évidemment, il faudra prendre garde à ce que les financements relatifs à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, viennent en supplément au lieu d'entraîner des baisses de financements dans d'autres domaines pourtant vitaux. Dans ce contexte, les Africains devraient aussi pouvoir

favoriser les investissements privés ayant une forte valeur ajoutée dans le domaine écologique.

### Le cas des pays forestiers

Les pays à fort couvert forestier sont dans une situation particulière et ont tout intérêt à se montrer dynamiques dans deux directions.

D'abord, en recherchant de l'aide publique internationale et des partenariats privés pour la gestion durable de leurs forêts.

Ensuite, en faisant fonctionner activement le mécanisme du protocole de Kyoto, qui leur permet de recevoir des contreparties financières en échange de la capacité de stockage de carbone de leurs espaces forestiers.

## 3 questions à



### Jacques Godfrain

**La lettre de l'Afrique:** Quel est le sens de la réorganisation en cours du soutien au volontariat pour la coopération internationale ?

#### J. Godfrain:

Le volontariat international associatif est une tradition française. Il a déjà de nombreux titres à son actif, notamment dans l'action pour la jeunesse.

Constatant aujourd'hui l'importance croissante des demandes en France comme à l'étranger et le poids des opérations, les associations engagées dans le volontariat ont souhaité mettre en commun certains moyens. Le Gouvernement, en la personne de Bernard Kouchner et d'Alain Joyandet, est allé dans ce sens au devant d'elles.

*Jacques Godfrain, ancien Ministre de la coopération, est Président de l'« Association Française des Volontaires du Progrès » qui devient « France Volontaires ». Il souligne ici, la portée des nouvelles initiatives en faveur du volontariat de solidarité internationale.*

C'est ainsi que l'« Association Française des Volontaires du Progrès », désormais dénommée « France Volontaires », devient, avec l'aide de l'État et sans exclusivité, une base d'appui logistique au volontariat, notamment pour le recrutement des volontaires, leur formation et leur accompagnement sur le terrain comme à leur retour.

**LLA:** Quelle pourra être, dans ce contexte, la contribution des collectivités locales françaises ?

#### J. Godfrain :

Elles continuent évidemment d'agir librement à travers les formules de leur choix. Mais elles trouveront en « France Volontaires » un dispositif commode et efficace.

Au niveau des associations comme à celui

de l'État, l'accroissement des interventions des collectivités locales est vivement souhaité, non seulement pour des motifs financiers, mais en raison de leur enracinement dans la diversité des réalités françaises.

**LLA:** Quelle part pourra-t-on faire au volontariat sud-sud ?

#### J. Godfrain:

Il est déjà important. Nous souhaitons l'encourager davantage. « France Volontaires » peut y contribuer. Le croisement progressif du volontariat nord-sud, sud-sud, et aussi sud-nord, ouvre à tous un champ considérable de rapprochement humain et d'action solidaire. Nous en verrons les fruits se multiplier au cours des prochaines années.

## SOMALIE



Le Programme Alimentaire Mondial des nations unies (PAM) se retire du sud de la Somalie, où l'insécurité l'empêche de travailler. Cette décision manifeste la gravité croissante de la situation dans le sud. L'ensemble du pays, 10 millions d'habitants sur 640.000 Km<sup>2</sup>, ne va pas mieux.

### Une longue guerre civile

La Somalie est en guerre civile depuis 1990. Les interventions armées extérieures n'ont servi à rien, si ce n'est à empêcher l'une des forces en présence de l'emporter sur les autres. Elles ont toutes pris fin sur un échec militaire : celui des troupes pakistanaises engagées en 1992 sous pavillon de l'ONU ; celui des forces américaines, qui les ont relevées puis sont parties en 1995 ; celui de l'armée

## La souffrance des populations

*Depuis la chute de Siad Barre, la Somalie vit dans un état de chaos quasi permanent dont la première victime est la population.*

éthiopienne, qui après avoir occupé en 2006 toute la Somalie, en chassant de Mogadiscio les Tribunaux Islamiques, est retournée dans son pays.

Le gouvernement de transition ne contrôle rien. La guerre civile se poursuit entre de multiples factions rivales, et les milices islamistes prennent l'avantage. La piraterie maritime continue.

« Les interventions militaires extérieures n'ont servi à rien (...) et ont toutes pris fin sur un échec militaire. »

### Les vues de Washington

Washington tient la Somalie pour l'une des bases du terrorisme international, fournit



des aides à des mouvements dits modérés, et autorise des opérations commando de ses forces spéciales.

Cependant le Président Obama, interrogé sur ses intentions, a déclaré qu'il n'envisageait pas d'envoyer des troupes en Somalie, pas plus qu'au Yémen.

### Un peuple oublié

Plus que jamais, les perspectives intérieures et internationales de la Somalie sont douloureuses. Moins que jamais, les calculs stratégiques des grands de ce monde paraissent s'intéresser à la terrible souffrance des populations somaliennes, englobées désormais dans des conflits régionaux et mondiaux qui les dépassent.

## Guinée Équatoriale

### La montée en puissance

Le Président Teodoro Obiang Nguema a été réélu le 1<sup>er</sup> décembre 2009, après trente ans de pouvoir, avec 95% des suffrages. La récente richesse pétrolière du pays, sur laquelle le gouvernement a la haute main, a sûrement facilité les choses à l'intérieur. À l'extérieur, les critiques contre le régime se sont atténuées, au fur et à mesure que sa nouvelle fortune lui permettait, non seulement d'engager un véritable progrès économique et social, mais aussi d'être mieux présent sur la scène internationale.

### La manne pétrolière

Le temps n'est pas si loin où la Guinée Équatoriale était le parent pauvre de l'Afrique centrale. Mais il a pris fin

depuis que, dans les années 1990, de grandes réserves d'hydrocarbures ont été découvertes et progressivement exploitées. Aujourd'hui, avec plus de 17 millions de tonnes par an, ce pays de moins d'un million d'habitants sur 28000 Km<sup>2</sup>, est le quatrième producteur de pétrole de l'Afrique subsaharienne, après le Nigeria, l'Angola et le Soudan.

Les compagnies pétrolières américaines assurent la totalité de cette exploitation, et les États Unis sont, de ce fait et de loin, le premier partenaire du pays.

### La zone franc

La Guinée Équatoriale, disposant de revenus et

d'excédents commerciaux et financiers importants, est devenue le premier contributeur à la Banque des États de l'Afrique centrale, constituant ainsi le premier pilier de la zone franc dans cette région stratégique. Malabo entend en outre développer ses relations internationales du côté de l'Asie.

### Des capacités de développement

Partie de loin, la Guinée Équatoriale occupe encore un rang modeste au titre de l'indice du développement humain (115<sup>ème</sup> sur 175) Mais la durabilité de ses ressources en hydrocarbures et en gaz, son potentiel agricole, ses forêts dans sa partie continentale, la

« Le pilier de la zone franc dans cette région stratégique »



jeunesse et la croissance rapide de sa population, ainsi que les efforts entrepris pour le développement de l'éducation, lui ouvrent de larges possibilités. La montée en puissance va se poursuivre.

Il n'est pas dit que les pays européens, qui n'ont cessé de réduire globalement leurs moyens de coopération en Afrique, sauront répondre là plus qu'ailleurs, aux opportunités de l'Histoire moderne.

**Une décennie de réformes au Maroc**

*Centre d'études internationales, Karthala, 2009*

Cet ouvrage propose une vision systémique des réformes entreprises durant la première décennie du règne de Mohammed VI sur les plans national et international.

**La fuite de cerveaux africains**

*Gaston-J. Kouvidila, L'Harmattan, 2010*

L'auteur analyse la problématique de la fuite des cerveaux africains et propose

des réponses : pourquoi cette fuite, quelles sont les conséquences ?

**Islam, État et société en Afrique**

*R. Otayek et B. F. Soares, Karthala, 2009*

Au cours de la décennie et demie qui a suivi la fin de la Guerre froide, l'Afrique a connu des changements considérables qui ont également influencé les sociétés musulmanes et la pratique de l'islam à un degré dont la mesure n'a peut-être pas encore été totalement prise. C'est à ce phénomène que s'intéresse ce livre, dont les auteurs

tentent d'explorer les dynamiques croisées de l'islam, de la société et de l'État en Afrique subsaharienne.

**Algérie, terre de rencontres**

*L. Pruvost et L.A. Ammour, Karthala, 2009*

Ce livre d'entretiens aborde la question de la religion, de l'islamologie, des interprétations des textes, des femmes algériennes, du code de la famille et des batailles que sa promulgation a occasionnées. C'est aussi une réflexion sur des sujets actuels de l'Algérie dont l'enjeu est considérable.

## TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

**Afrique du Nord**• **Algérie**

Alger a renforcé son dispositif militaire dans le sud du pays, après les récentes prises d'otages en Mauritanie et au Mali ;

• **UPM**

Dans l'attente du prochain sommet à Barcelone en juin, le jordanien Ahmad Masa'deh est donné favori au poste de secrétaire général de l'organisation. La décision est attendue en février ;

**Afrique subsaharienne**• **Guinée**

Arrivée surprise de Dadis Camara au Burkina Faso, après un mois d'hospitalisation au Maroc ; à Conakry, c'est le général Sékouba Konaté qui assure l'intérim du pouvoir ;

• **Angola**

Le scrutin présidentiel prévu cette année, pourrait être retardé de 3 ans ; La coupe d'Afrique des nations (CAN) qui se déroule dans le pays du 10 au 31 janvier a commencé par le drame de la fusillade contre l'équipe du Togo au Cabinda qui a fait 3 morts ;

• **Rwanda**

En visite sur le continent, Bernard Kouchner a scellé la réconciliation entre Paris et Kigali, deux ans après la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays ;

• **Togo**

Les élections présidentielles, prévues le 28 février prochain, font l'objet d'une aide de l'UE de 9 millions d'euros ;

• **Madagascar**

Le Président de transition Andry Rajoelina a nommé un militaire comme Premier ministre, le colonel Camille Albert Vital et annoncé des élections législatives pour Mars 2010.



**10ème sommet** Janvier 2010 - Bangui (RCA)

Ce sommet régional, prévu en décembre, a été reporté en janvier, notamment en raison d'un conflit d'agenda avec la conférence de Copenhague. Il réunira les six pays membres (Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Cameroun, Centrafrique et Tchad).

La Cemac dont le rôle est de favoriser l'intégration de l'Afrique centrale avec une véritable union douanière, doit faire face à de nombreux défis ; au menu de la réunion de Bangui, le dossier de la BEAC, le cas d'Air Cemac, la question boursière, le problème des ports et la mise en place d'un passeport communautaire.

CF

*Le club du faubourg*

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.